



Bulletin Lyon-Perrache - le 27 avril 2026

Contre les politiques guerrières et antisociales de la bourgeoisie, vive la riposte internationaliste et ouvrière du 1^{er} mai !

Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1^{er} mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi... « L'État opprime et la loi triche », ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : « L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail » ?

Leur 1^{er} mai et le nôtre

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en un pâle jour férié nommé « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1^{er} mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui permet aux travailleurs et travailleuses d'échapper encore à l'exploitation capitaliste, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports où le travail ne peut s'arrêter. Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte pour nos droits, a pour origine le combat pour la réduction du temps de travail, avec les vies perdues pour cela à Chicago en 1886 et à Fourmies en 1891. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, c'est une journée où celles et ceux qui veulent manifester doivent faire grève, en perpétuant le combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, de leurs conquêtes arrachées malgré la répression violente. Car les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

Face à la flambée des prix, notamment ceux du carburant, contre les licenciements en rafales, comme l'a encore illustré dernièrement l'annonce de l'arrêt de la production de voitures à Stellantis Poissy, le 1^{er} mai doit être un point d'appui pour une riposte d'ensemble, une lutte massive et résolue pour exiger des mesures d'urgence : l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros et leur indexation, ainsi que celle des pensions et des prestations sociales, sur le niveau des prix, et l'interdiction des licenciements.

Il faudra prendre l'argent où il est : dans les portefeuilles des actionnaires des grands groupes capitalistes, dont l'enrichissement insolent dépasse l'entendement. Au mois de mars, la seule entreprise TotalEnergies a gagné un milliard en spéculant sur les stocks de pétrole !

Leurs guerres et notre solidarité internationaliste

Des dizaines de milliers de morts s'accumulent parmi les peuples du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine en a causé plus de 500 000 depuis 2022, sans oublier les guerres atroces et sanglantes dont les médias ne parlent pas, comme au Soudan ou au Congo. Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ». Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire, avec pour conséquences des profits record pour les marchands de canons et leur pendant de coupes dans les budgets sociaux et d'attaques contre les classes populaires.

Le 1^{er} mai sera l'occasion de réaffirmer que pour nous, travailleurs et travailleuses, les seuls ennemis sont les patrons, les bourgeois, et en premier lieu ceux qui se trouvent dans notre propre pays. À l'inverse, nos alliés, partout dans le monde, sont nombreux et forment l'immense majorité de la population, sans qui rien ne peut tourner dans la société : oui, plus que jamais, prolétaires de tous les pays unissons-nous pour en finir avec le capitalisme, ses guerres et ses oppressions !

Après le 10, la grève du 23 avril encore plus forte !

Votée à l'AG du 10 avril, la journée de grève du 23 a été une encore plus grande réussite que la première. Le mouvement était à nouveau ultra majoritaire au contrôle et s'est étendu cette fois bien au-delà du périmètre des contrôleurs de l'axe Mâcon - Valence. Au rassemblement devant la tour Incity on dénombrait plus de 120 personnes venues de toute la région et issues de corps de métiers très variés, témoignant de la volonté de construire une riposte d'ensemble aux attaques portées à tous les niveaux par la boîte.

Tous en grève les 7, 8, 9 et 10 !

Lors du rassemblement devant le tour Incity le 23 et à l'issue d'une assemblée générale motivante, les grévistes se sont exprimés majoritairement pour la reconduction de leur mouvement aux 7, 8, 9 et 10 mai. Un signal fort montrant une volonté d'amplifier le mouvement et d'opposer un vrai rapport de force à la direction.

L'unité oui ! Mais laquelle ?

Alors que le mouvement prend de l'ampleur, certains se demandent comment éviter les divisions qui pourraient affaiblir la mobilisation. La question est juste car la force des travailleurs en lutte réside en grande partie dans leur unité. Mais obtenir celle-ci n'implique pas de taire les désaccords stratégiques et tactiques qui ne peuvent manquer de survenir. Au contraire, ils doivent pouvoir s'exprimer le plus librement possible. Car pour maintenir la cohésion du groupe, la parole de chacun doit être prise en compte. Et les décisions doivent être prises collectivement, par le vote majoritaire en Assemblée Générale. C'est de cette manière que la volonté des grévistes sera le mieux exprimée, et de manière incontestable !

Au technicentre de Vaise aussi, on se mobilise !

La direction a annoncé sa volonté de supprimer 22 postes au technicentre matériel de Lyon-Vaise. Une attaque sans précédent sur les emplois pour les cheminots de ce site dont certains se sont mis en grève à l'occasion de la journée du 23 avril. Un beau réflexe de convergence qu'il faudra entretenir pour faire reculer ce projet néfaste.

Un pour tous, tous pour un !

Suppression des VAE, passage en EAS, réorganisations au technicentre de Vaise ou au triage de Sibelin : La direction cherche à supprimer des postes tous azimuts avec à la clé une dégradation des conditions de travail pour tous. Des ASCT en moins, ce sont des mécanos qui se retrouvent seuls à gérer des situations mettant en jeu leur sécurité et celle des usagers. Des postes d'agents de maintenance supprimés, ce sont des retards en plus et des conditions de transports dégradés que doivent assumer auprès des usagers les ASCT et les agents en gare. Alors on aurait bien raison de faire converger nos colères et de se battre tous ensemble !

L'exploitation tue

La semaine dernière, un intérimaire de seulement 22 ans est mort dans l'usine Lustucru à Saint-Genis-Laval, après

être tombé dans un hachoir. Celui-ci s'ajoute à la liste des morts liées au travail, dont la France détenait le record à l'échelle de l'Europe en 2024 : l'Assurance maladie en comptait 1297, qu'il s'agisse d'accidents survenus sur le lieu de travail, d'accidents de trajet, ou encore de suites de maladies professionnelles. Mais dans ces statistiques, certaines morts plus indirectes sont souvent sous-évaluées, comme les suicides. À la SNCF, on en sait quelque chose... Dans le bulletin du 30 mars, on en dénombrait déjà 9 depuis le début d'année ; ce chiffre s'élève maintenant à 12, avec un collègue qui s'est jeté sur les voies ce lundi. Si la boîte cherche à s'en dédouaner et à individualiser le problème, nous, nous saurons tenir pour responsable ce système meurtrier qui fait primer les profits sur nos vies !



**Rendez-vous à la
MANIFESTATION DU 1^{ER} MAI à Lyon,
PLACE JEAN-MACÉ à 10H30 !**

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.
Prends contact avec nos militants et militantes :
lyonrhone@npa-revolutionnaires.org**